

MADAGASCAR

La Constitution prévoit la liberté de religion, et le Gouvernement a généralement respecté ce droit dans la pratique.

En général, le Gouvernement a respecté la liberté de religion dans la pratique. Il n'y a eu aucun changement dans le statut du respect de la liberté de religion par le Gouvernement depuis le dernier rapport.

Il y a eu quelques rapports indiquant des abus ou une discrimination dans la société sur la base de l'affiliation religieuse, les croyances ou la pratique.

Avant le coup d'état de mars 2009, le Gouvernement américain a discuté des questions de liberté religieuse avec le Gouvernement dans le cadre de sa politique globale pour la promotion des droits de l'homme. Cependant, après ledit coup d'état, le Gouvernement américain n'entretenait presque pas de relations avec le Gouvernement.

Section I. Démographie religieuse

Le pays a une superficie de 587.040 kilomètres carrés où vivent 20,6 millions d'habitants. Bien qu'il n'y ait pas de chiffres officiels, environ la moitié de la population est Chrétienne. Il existe quatre principales dénominations Chrétiennes : l'Eglise Catholique Romaine, l'Eglise Réformée Protestante de Jésus Christ à Madagascar (FJKM), l'Eglise Luthérienne et Anglicane, les Témoins de Jéhovah et les Adventistes du Septième Jour. Une importante minorité de citoyens suivent des religions traditionnelles indigènes.

Les Musulmans constituent 10 à 15 pour cent de la population, et se concentrent surtout au nord, au nord-ouest et au sud-ouest. Des Indiens et Pakistanais aborigènes et ethniques constituent la majorité des Musulmans dans le pays, en même temps qu'un petit nombre d'Hindous.

Section II. Statut de la Liberté religieuse

Cadre légal/politique

La Constitution prévoit la liberté de religion, et d'autres lois et politiques ont contribué à la liberté globale dans la pratique de la religion. Toutes les catégories

de lois protègent entièrement ce droit contre tout abus, que ce soit par des responsables gouvernementaux ou par des tiers.

Le référendum constitutionnel d'avril 2007 a supprimé la séparation explicite de l'église et de l'Etat, sans toutefois amoindrir la protection légale pour la liberté de religion. La position de l'ancien Président Ravalomanana en tant que vice-président laïc de la FJKM a engendré certaines allégations selon lesquelles il n'y a pas de véritable séparation des intérêts de l'église et ceux de l'Etat. Il y a aussi eu la controverse suite à certains de ses commentaires s'apparentant à un souhait de transformer le pays en un « état chrétien ». Avec le coup d'état de mars 2009, les Protestants craignaient des réactions violentes contre le FJKM.

Le Gouvernement observe les fêtes religieuses ci-après en tant que jours fériés nationaux: Pâques, Ascension, Pentecôte, Assomption, Fête des Toussaints et Noël.

Les médias officiels accordaient un accès libre aux organisations religieuses à condition que leur temps d'antenne constitue un service public. La radio et la télévision nationales avaient des émissions musulmanes hebdomadaires, ainsi que des émissions quotidiennes de 15 minutes comprenant l'appel à la prière à la télévision nationale pendant le mois du Ramadan.

La loi stipule que les organisations religieuses doivent se faire enregistrer auprès du Ministère de l'Intérieur. En procédant ainsi, les organisations religieuses acquièrent le statut légal nécessaire pour recevoir des dons directs et autres cadeaux. Afin de se qualifier comme association religieuse, tout groupe doit compter au moins 100 membres, avoir un conseil administratif élu composé de 9 membres au maximum, dont chacun doit être un citoyen Malagasy. Si la direction et les membres du groupe sont constitués d'étrangers, ils ont le droit de former une association "réputée être étrangère." Une fois que l'association compte au-delà de 1.000 membres, le conseil administratif peut soumettre une demande de reconnaissance officielle.

Les organisations religieuses qui ne remplissent pas les conditions d'enregistrement du Ministère de l'Intérieur sont libres de se faire enregistrer en tant que simples associations, qui n'ont pas le droit de recevoir des dons ou d'organiser des cultes religieux. Si ces groupes dépassent ce qui est permis selon leur statut, ils sont en violation de la loi et, dans des rares circonstances, sont passibles de poursuite. Selon les estimations des responsables du ministère en 2008, le pays a compté plus de 1.000 organisations religieuses, allant de simples

associations à des organisations non enregistrées, opérant sans reconnaissance officielle de l'Etat.

Restrictions sur la liberté religieuse

En général, le Gouvernement a respecté la liberté de religion dans la pratique. Il n'y a eu aucun changement dans le statut du respect de la liberté de religion par le Gouvernement depuis le dernier rapport.

En avril 2009, le régime actuel a autorisé les dirigeants de l'originale Nouvelle Eglise Protestante de Madagascar, connue auparavant par le sigle FPVM, de rouvrir leurs portes fermées en 2005. Auparavant, l'Etat a autorisé la réorganisation de la FPVM en 2007 sous un nouveau nom et de nouveaux dirigeants. L'interdiction d'ouverture pour l'Eglise Universelle du Royaume de Dieu (EURD) demeure en vigueur, après que cette dernière ait dépassé les dates limites de son enregistrement en 2005.

Des dirigeants Musulmans ont estimé qu'à cause des lois et procédures relatives à la citoyenneté, jusqu'à 5 pour cent des Musulmans ont été considérés comme des non-citoyens, bien qu'ils soient nés au pays et jouissent d'une racine familiale de longue date ici. Vu qu'ils n'ont pas la citoyenneté Malagasy, ils ne peuvent jouir du droit de vote et d'autres avantages civiques importants. Des membres de la communauté musulmane ont avancé qu'il faut aussi peu qu'un nom à traits musulmans pour que la demande de citoyenneté soit repoussée indéfiniment; d'autres ont suggéré que leur différence ethnique/religieuse a parfois limité leur accès aux services gouvernementaux et à une assistance financière.

Abus de la liberté de religion

Le 17 mars 2009, des membres militaires de ce qui est par la suite devenu gouvernement de transition autoproclamé ont frappé, abusé et brièvement séquestré le Pasteur Lala Rasendrasahina, Président de la FJKM. Il aurait été ciblé à cause de sa proximité avec le Président Ravalomanana au moment du coup d'état, et non pour des raisons relatives à la religion. Le nouveau régime n'a ni condamné l'attaque ni poursuivi un quelconque suspect.

Conversions religieuses forcées

Aucun rapport n'a indiqué de cas de conversion religieuse forcée, y compris de cas de mineurs Américains qui auraient été enlevés ou illégalement sortis des Etats-

Unis, ou de refus de permettre à de tels ressortissants d'être renvoyés aux Etats-Unis.

Section III. Abus et discrimination dans la société

Il y a eu quelques rapports indiquant des cas d'abus ou de discrimination dans la société à cause de l'affiliation, croyance ou pratique religieuse. Certains Musulmans se sont sentis victimes de traitement inégal dans des écoles, des hôpitaux, des commerces privés et au lieu de travail.

Les quatre principales dénominations Chrétiennes jouent un rôle important dans la vie du pays, bien que leur rôle collectif dans la politique se soit quelque peu rétréci ces dernières années. Le Conseil des Eglises Chrétiennes à Madagascar, alors dirigé par l'archevêque catholique, a joué le rôle d'intermédiaire au tout début de la crise de 2009 mais s'est retiré complètement après le coup d'état de mars 2009. Les dirigeants de la FJKM (associée à l'ancien régime de Marc Ravalomanana) et l'Eglise Catholique (associée à l'actuel régime d'Andry Rajoelina) ont essayé de garder une distance de précaution par rapport au tumulte politique en cours. Ceci dit, ces deux églises (et surtout l'Eglise Catholique) ont gâché leur réputation d'acteurs neutres dans la société civile suite aux perceptions d'engagement partisan pendant la récente turbulence politique.

Section IV. Politique du Gouvernement américain

Avant le coup d'état de mars 2009, le Gouvernement américain a discuté des questions de liberté religieuse avec le Gouvernement dans le cadre de sa politique globale pour la promotion des droits de l'homme. Cependant, après ledit coup d'état, le Gouvernement américain n'entretenait presque pas de relations avec le Gouvernement.

L'Ambassadeur des Etats-Unis a publiquement condamné la détention et l'abus dont le Pasteur Rasendrahasina a fait l'objet en mars 2009.